



Séminaire annuel du Groupe de travail permanent de CGLU sur la prévention et la gestion territoriales des crises

Genève, 10 novembre 2026

Le Groupe de travail permanent de CGLU sur la prévention et la gestion territoriales des crises vise à promouvoir les échanges entre les gouvernements locaux et régionaux confrontés à des situations de crise, à renforcer la coopération entre les acteurs locaux et internationaux et à contribuer à une meilleure reconnaissance du rôle des gouvernements locaux dans la réponse humanitaire, le relèvement et la résilience territoriale.

Dans ce contexte, le Séminaire annuel 2026 sera consacré à la situation en Palestine (bande de Gaza, Jérusalem-Est et Cisjordanie).

Plus de trois ans après le déclenchement de la guerre à Gaza, les conséquences humaines, sociales, économiques et institutionnelles du conflit continuent de s'aggraver.

Les gouvernements locaux palestiniens sont confrontés à des défis sans précédent : destruction des infrastructures publiques, perturbation des services essentiels, déplacements massifs de population, détérioration des conditions sanitaires et environnementales, affaiblissement des capacités administratives locales et difficultés d'accès aux financements nécessaires pour répondre aux besoins les plus urgents.

Malgré ces circonstances, les autorités locales restent en première ligne. Dans des conditions extrêmement difficiles, elles continuent d'assurer la fourniture des services publics essentiels, de coordonner leurs actions avec les acteurs humanitaires et de maintenir un niveau minimum de gouvernance territoriale. Leur expérience met en évidence le rôle central joué par les gouvernements locaux et régionaux dans les situations de conflit et de crise prolongée.

La décision de consacrer le Séminaire annuel à cette situation traduit l'engagement de CGLU à offrir un espace de dialogue entre les gouvernements locaux concernés, les agences des Nations Unies, les mécanismes de protection des droits humains, les organisations humanitaires et les partenaires internationaux basés à Genève. L'objectif est de favoriser une meilleure compréhension des réalités territoriales de la crise,

UCLG Standing Working Group on Territorial Prevention and Management of Crises

Identifier les besoins des gouvernements locaux palestiniens et examiner les formes de coopération susceptibles de renforcer leur capacité d'action.

Ce séminaire s'appuie sur les travaux antérieurs du Groupe de travail consacrés aux gouvernements locaux confrontés à des conflits armés, à des crises prolongées et à des catastrophes. Il n'a pas pour objectif d'aborder les dimensions diplomatiques ou politiques du conflit, mais plutôt d'analyser ses conséquences pour les populations civiles et les institutions locales et d'identifier les réponses concrètes que les gouvernements locaux et leurs réseaux peuvent apporter.

À travers ce dialogue, CGLU entend contribuer à une meilleure reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs essentiels de la prévention des crises, de l'action humanitaire locale, du relèvement et de la reconstruction des territoires touchés par les conflits.

Objectifs du séminaire

- Faire le point sur la situation humanitaire, institutionnelle et territoriale en Palestine (bande de Gaza, Jérusalem-Est et Cisjordanie).
- Donner la parole aux principales agences des Nations Unies, aux mécanismes internationaux de protection des droits humains et aux organisations non gouvernementales opérant sur le terrain.
- Mettre en lumière le rôle des gouvernements locaux et régionaux palestiniens dans la gestion de la crise et identifier leurs besoins prioritaires.
- Examiner les modalités de coopération entre les acteurs humanitaires internationaux et les autorités locales.
- Identifier des formes concrètes de solidarité et de soutien que les gouvernements locaux et régionaux ainsi que leurs associations peuvent apporter aux municipalités palestiniennes.
- Formuler des recommandations à l'intention du réseau mondial de CGLU et de ses partenaires.

Questions clés

- Quelle est la situation humanitaire actuelle ?
- Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les gouvernements locaux et régionaux palestiniens ?
- Comment les acteurs humanitaires et les mécanismes de protection des droits humains coopèrent-ils avec les autorités locales ?
- Quels enseignements peut-on tirer de l'expérience des gouvernements locaux opérant dans des contextes de conflit prolongé ?
- Quelles formes de coopération décentralisée, de soutien institutionnel et de solidarité internationale peuvent être mobilisées pour soutenir les gouvernements locaux palestiniens ?
- Quelles complémentarités existent entre les différents acteurs engagés en Palestine ? Comment mieux coordonner ces actions ?

Résultats attendus

- Une meilleure compréhension de la situation et des besoins des gouvernements locaux et régionaux palestiniens ;
- Un dialogue renforcé entre les gouvernements locaux et régionaux et les acteurs humanitaires internationaux ;
- L'identification de pistes concrètes de coopération et de solidarité territoriale ;
- L'adoption de recommandations opérationnelles à l'intention du réseau de CGLU et de ses partenaires.

PROGRAMME

Titre du séminaire : Les gouvernements locaux face à la crise dans la bande de Gaza et les territoires palestiniens occupés

Lieu : Ville de Genève, Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard

9h00 – 9h30 | Accueil et café

9h30 – 9h50 | Ouverture officielle

- **M. Alfonso Gomez**, Maire de Genève, Président du Groupe de travail permanent de CGLU sur la prévention et la gestion territoriales des crises
- **Mme Clare Hart**, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole

9h50 – 11h15 | Session 1 – Vue d'ensemble de la situation humanitaire et des droits humains en Palestine

Cette session proposera une analyse actualisée de la situation humanitaire, des besoins des populations civiles et des principaux enjeux liés à la protection des droits humains.

- **Mme Aline Machado Da Matta**, Cheffe du Bureau de liaison de Genève – Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (en ligne)
- **M. Alexandre Chantillon**, Directeur de l'organisation non gouvernementale Super-Novæ (en ligne)
- **Mme Kristele Younes**, Directrice du Bureau de représentation de l'UNRWA à Genève
- **Mme Marie-Dominique Parent**, Chargée des droits humains, Coordinatrice du groupe Israël et Palestine

Discussion

11h15 – 11h30 | Pause-café

11h30 – 13h00 | Session 2 – La voix des gouvernements locaux palestiniens

- **Mme Reem Abu Jaber**, Directrice exécutive, Nawa for Culture and Arts Association (en ligne)
- **M. Abdallah Anati**, Directeur exécutif, Association of Palestinian Local Authorities (APLA)
- Maire palestinien
- **Mme Haya A. AlAgha**, Directrice de l'unité du développement et de l'investissement, municipalité de Khan Younis, bande de Gaza, Palestine (en ligne)

Cette session donnera la parole aux représentants des gouvernements locaux palestiniens afin de présenter les conséquences de la crise sur la gouvernance locale, les services essentiels et les besoins prioritaires de la population.

Thèmes abordés : continuité des services publics locaux ; gestion de l'eau, des déchets et des infrastructures ; déplacements de population ; besoins institutionnels et financiers ; préparation de la reconstruction.

13h00 – 14h30 | Déjeuner

14h30 – 15h45 | Session 3 – Quel rôle pour les gouvernements locaux et leurs réseaux internationaux ?

Cette session examinera les formes concrètes de solidarité territoriale pouvant être mobilisées pour soutenir les gouvernements locaux palestiniens.

Thèmes abordés : coopération décentralisée en situation de crise ; renforcement des capacités institutionnelles ; soutien aux services publics locaux ; reconstruction ; mobilisation des réseaux de gouvernements locaux.

- **Mme Laura Pérez**, Directrice du District 11 (Villes de Palestine), Ville de Barcelone
- **Mme Floor Steenbergen**, VNG International
- **M. Patrick Jarry**, Ville de Nanterre, Président du Réseau français de coopération décentralisée avec la Palestine

15h45 – 16h30 | Conclusion